

[Communiqué] Le harcèlement des politiciens soutenant l'IHRA ne nous intimide pas !

Le harcèlement des politiciens soutenant l'IHRA ne nous intimide pas !

Communiqué du 27 mars 2021

L'État israélien et ses amis tentent désespérément de faire taire les gens de plus en plus nombreux qui dénoncent son régime colonial et d'apartheid, et pratiquent le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour mettre fin aux violations du droit international par cet État.

Pour cela, ils essaient de faire adopter par des villes, et autres entités territoriales, la définition de l'antisémitisme de l'IHRA (alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste), assortie d'exemples protégeant la politique israélienne et permettant d'entraver les actions de BDS en les qualifiant d'antisémites.

Cette définition a été condamnée par la Commission Nationale Consultative des Droits Humains. Pour voir la déclaration, [cliquez ici](#).

Comme leurs interlocuteurs sont de moins en moins dupes, ils essaient sournoisement de la faire voter en faisant croire qu'il s'agit d'une simple mise au point, qui n'empêche pas toute critique de la politique israélienne.

Le 16 mars au « sommet mondial numérique des grandes villes contre l'antisémitisme » organisé par la municipalité de Francfort, la participation française a été un fiasco. Celle de la Maire d'Amsterdam, Mme Halsema, s'est traduite par un procès en bonne et due forme contre les amalgames de la

définition de l'IHRA.

Le 22 mars à Strasbourg, lors de la réunion du Conseil municipal, la tentative pour faire adopter la définition de l'IHRA a été largement rejetée. Plusieurs oratrices et orateurs, en particulier la Maire et son premier adjoint, ont condamné son caractère clivant et refusé l'instrumentalisation de la question de l'antisémitisme. Mme la Maire a insisté sur la nécessité de travailler concrètement contre tous les racismes.

Ces échecs des soutiens du régime d'apartheid israélien encouragent les défenseurs du droit et de la justice pour le peuple palestinien, et annoncent de nouveaux développements de la campagne BDS, que ce soit à Strasbourg ou ailleurs.

Nous continuerons à mettre en garde les élus municipaux, régionaux ou nationaux, et défenseurs des droits humains, sur ce que cache l'offensive de l'IHRA.

Pour les droits du peuple palestinien, contre la politique coloniale et d'apartheid israélienne, renforçons le BDS !

La campagne BDS France